



FÉDÉRATION DE PARIS DU PCF

VŒUX POUR 2018

Igor ZAMICHIEI
2018-01-24

Mesdames, Messieurs,

cher.e.s ami.e.s, cher.e.s camarades,

C'est un grand plaisir de partager avec vous ces vœux pour l'année 2018, qui sera une année décisive pour notre pays.

Oui, un grand plaisir de me retrouver parmi vous, militantes et militants politiques, syndicaux et associatifs, élu.e.s, en espérant que nous saurons cette année encore impulser ensemble les luttes qui feront progresser les intérêts populaires.

Merci avant tout à l'équipe de la fédération et aux camarades bénévoles qui ont aidé à la préparation de cette soirée.

Il me revient la tâche de vous dire avec quelles ambitions la fédération de Paris du PCF aborde cette nouvelle année.

2017 a vu l'accession au pouvoir dans le monde d'une nouvelle génération de dirigeants néolibéraux mais aussi de protectionnistes comme Trump et de l'extrême droite en Autriche, des dirigeants opposés dans les valeurs affichées mais unis par les liens sacrés du marché et par la volonté de faire payer aux peuples le prix de leur politique : des atteintes aux libertés, une dégradation des droits des travailleurs, des reculs écologiques et de nouvelles guerres.

En France, le nouveau président de la République s'est révélé en quelques mois être le président d'une minorité de français, le président des riches et des actionnaires. Et en 2018, vous pouvez lui faire confiance pour conforter leurs intérêts avec plus de détermination encore que ses prédécesseurs.

Je ne vais pas vous faire la liste des projets de loi prévus par le gouvernement en 2018 tant celle-ci donne le tournis. C'est d'ailleurs l'effet recherché. Il faut qu'un mauvais coup chasse l'autre pour que les citoyens, les travailleurs, pris dans les difficultés de la vie quotidienne, n'aient pas le temps de réagir.

Mais je veux vous dire un mot du sens, de la cohérence de sa politique car c'est important pour l'alternative que nous voulons construire.

Il y a deux fils rouges à l'action du président de la République.

Le premier, c'est une offensive sans précédent pour diviser le salariat, pour tenter de faire adhérer la part la plus grande possible des catégories moyennes et supérieures aux intérêts du patronat et simultanément tenter de faire la démonstration que les catégories populaires sont une menace pour elles.

C'est pour cela qu'il durcit la politique d'immigration, pour marteler l'idée que les travailleurs immigrés sont une menace pour les travailleurs français. C'est pour cela que sa réforme de l'assurance chômage vise à renforcer le contrôle des chômeurs, pour dire que les salariés qui ont perdu leur emploi profiteraient des allocations pendant que d'autres travaillent courageusement. C'est en partie pour cela que tout est fait pour étouffer la parole des femmes qui refusent les violences sexistes et sexuelles. C'est pour cela aussi qu'il veut faire passer une loi sur l'entreprise qui vise à promouvoir l'intéressement des salariés et ce faisant les pousser à soutenir les exigences de rentabilité des actionnaires. C'est pour cela encore qu'il veut réformer l'Éducation nationale et qu'il instaure la sélection dans le supérieur. Diviser et diviser encore : voilà ce qui guide son action.

Le deuxième fil rouge de sa politique est une offensive contre la démocratie, pour éloigner le plus possible les citoyens de la politique. Macron veut tous les pouvoirs.

Il veut retirer le pouvoir aux élus locaux. Celui-ci est déjà affaibli par la baisse des dotations mais pour lui c'est encore trop. Emmanuel Macron veut une métropole du Grand Paris qui retire aux communes et aux départements comme le Val-de-Marne des compétences sociales indispensables aux populations, une métropole avec des territoires si vastes que les citoyens ne verront jamais leurs élus. Il veut aussi retirer le pouvoir aux parlementaires. Celui-ci est déjà limité par les pouvoirs exorbitants de l'exécutif mais là aussi c'est encore trop. La réduction d'un tiers du nombre de parlementaires va déboucher sur la création de circonscriptions encore plus grandes, déconnectées de la réalité de leurs territoires et des exigences des populations. Et la procédure parlementaire pourrait bien être accélérée pour que les projets de lois les plus regressifs n'aient pas le temps d'être contestés.

Des projets tels le projet de loi sur logement. Après la baisse de l'APL pour casser les offices HLM, les mesures de ce projet de loi,

comme le « bail mobilité », auront des conséquences gravissimes, ajoutant la précarité dans le logement à la précarité dans le travail. Les communistes, leurs élus, Ian Brossat en tête sur ce sujet, sont mobilisés depuis des mois aux côtés des associations de locataires pour alerter les parisiens sur ces projets et porter des propositions alternatives. Alors que le prix du logement dans la capitale est au plus haut, jusqu'à priver des travailleurs du droit au logement, des travailleurs qui dorment aujourd'hui dans leur voiture, c'est l'inverse de cette politique dont ont besoin les parisiens. Hier, nous étions dans le 11^e, à l'initiative de la section et des élus de l'arrondissement, d'Adrien Tiberti, devant le 66, rue Léon Frot pour réclamer la réquisition d'un bâtiment qui permettrait de loger des dizaines de personnes. Et nous allons amplifier la mobilisation dans les mois qui viennent. La fédération a décidé de mener une campagne de longue durée, coordonnée par notre camarade Maxime Cochard.

Voilà la réalité du projet d'Emmanuel Macron. Loin d'être moderne, ce projet est tout simplement le plus réactionnaire de ces dernières décennies.

Si j'ai pris quelques minutes pour vous dire ce que je pense être la cohérence du projet présidentiel, c'est parce qu'à cette cohérence, aux fils rouges de cette politique, nous en opposons une autre.

Macron veut diviser les salariés. Les communistes veulent au contraire les unir autour de leurs intérêts communs quels que soient leur origine, leur couleur de peau ou leur genre.

Les unir pour qu'ensemble ils prennent le pouvoir aux actionnaires pour prendre le pouvoir sur leur travail et sur leur vie.

Que le président de la République soit prévenu : à chaque fois qu'il tentera de criminaliser l'action syndicale, de diviser les salariés, il trouvera les communistes sur son chemin ! Et au durcissement de la politique d'immigration, au tri des migrants, aux violations de leurs droits fondamentaux, les communistes répondront par plus de solidarité. Comme nous l'avons fait au 57, boulevard de Strasbourg, pour riposter à la violence du patronal local contre les travailleuses. Une nouvelle soirée de solidarité est organisée par la fédération le 8 février prochain, coordonnée par Élie Jousselein. Nous aurons au cours de cette journée le verdict du procès pour traite des êtres humains, qui sera important.

À l'insécurité sociale créée par la politique de Macron, au chômage et à la précarité, nous opposons une société où la sécurité sociale est étendue à tous les domaines de la vie, à commencer par l'emploi et la formation.

La modernité, c'est de permettre à chaque salarié d'alterner tout au long de sa vie périodes d'emploi et périodes de formation rémunérée pour aller vers un meilleur emploi.

La modernité, c'est de réaliser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en mettant fin aux violences et en garantissant l'égalité salariale.

La modernité, c'est d'en finir avec le dogme de la rentabilité au détriment de l'humain. Au moment où le pouvoir s'apprête à adopter une nouvelle loi sur l'entreprise et qu'un débat s'ouvre sur les finalités et la place des entreprises dans le pays, les communistes ont beaucoup à dire. Dans la proposition de loi pour une sécurité d'emploi et de formation déposée par nos parlementaires, nous proposons d'inscrire dans la constitution une nouvelle définition de l'entreprise au service de l'intérêt général.

Permettez-moi de citer ce passage de la proposition :

« L'activité économique des entreprises de production de biens ou de services (...) a pour finalités le bien-être des producteurs, la sécurité de l'emploi et de la formation, la satisfaction des besoins des citoyens, la préservation de l'environnement. Les choix de gestion des entreprises sont guidés par ces buts, qui priment toute autre considération ».

Voilà une définition moderne de l'entreprise !

Quant à l'autre objectif d'Emmanuel Macron, celui d'éloigner les citoyens de la politique, nous lui opposons le partage des pouvoirs entre tous les citoyens.

Et cela commence par le partage des savoirs, par changer l'école pour que celle-ci soit faite pour l'enfant qui n'a que l'école pour réussir. C'est aussi conforter la commune comme le moteur de la vie démocratique et le département comme un maillon essentiel de l'égalité républicaine. C'est sortir du présidentialisme, qui mine notre vie politique, et redonner des pouvoirs au parlement. Créer de nouveaux pouvoirs citoyens en leur permettant de participer à l'élaboration des lois. Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités électives ou professionnelles. Instaurer de nouveaux pouvoirs pour les fonctionnaires et les usagers des services publics, pour les travailleurs sur l'organisation du travail comme sur les choix de gestion des entreprises. C'est encore combattre toutes les discriminations.

Chers amis, chers camarades, en 2018, montrons que la modernité est de ce côté-là, du côté des travailleuses et des travailleurs, des femmes et des hommes qui créent les richesses de notre pays et

s'associent pour un nouveau progrès social pour la France. C'est sur cette ambition que nous voulons que la gauche se relève et que ses forces se rassemblent.

C'est le sens des états généraux du progrès social que le PCF organise le samedi 3 février prochain dans toute l'Île-de-France et auxquels je vous invite toutes et tous à participer. Le matin, un atelier national sur l'industrie se tiendra ici même et trois autres ateliers se tiendront dans d'autres villes : le logement à Saint-Denis, les services publics et la protection sociale à Ivry, le travail et l'emploi à Malakoff. L'après-midi les ateliers convergeront à Montreuil pour une séance plénière où interviendront notre secrétaire national Pierre Laurent et de nombreuses personnalités syndicales et associatives, auxquels nous invitons toutes les forces politiques de gauche.

Ce sera un premier rendez-vous national pour construire avec les actrices et les acteurs des luttes actuelles les bases d'une alternative à la politique du président de la République, à la droite et au MEDEF.

Alors que nous fêtons cette année le cinquantenaire de mai 68, vous pouvez compter sur le PCF, sur ses militantes et militants ici à Paris et dans toute la France pour consacrer toute leur énergie à nourrir ces luttes de leurs ambitions de transformation sociale.

En 2018, les communistes tiendront leur congrès extraordinaire. C'est un événement qui va compter dans la vie de notre parti et qui pourrait bien compter dans la vie de notre pays.

Permettez-moi d'abord de m'adresser spécifiquement aux camarades de la fédération qui sont présents aujourd'hui.

Je sais, parce que je le vis comme animateur de ce parti, qu'il y a en ce moment des doutes, parfois du découragement devant l'ampleur de la tâche, devant la force de la recomposition politique actuelle, devant les souffrances aussi des femmes et des hommes que nous rencontrons au quotidien et nos propres difficultés. Le sentiment que notre parti ne parvient pas à se faire entendre alors même que nous nous dépensons sans compter.

Mais je sais aussi que nous partageons l'idée qu'avec la richesse de notre collectif militant, notre expérience de décennies de combats politiques, les innovations que nous portons dans les villes dans lesquelles nous sommes en responsabilité comme à Paris, le bonheur que nous retirons de notre action quand nous voyons des salariés retrouver dans les luttes la dignité que ce système essaie de leur enlever, nous disposons de toutes les ressources pour construire avec ces femmes et ces hommes une nouvelle offensive politique au service des intérêts populaires.

Bien sûr beaucoup de choses devront changer dans notre parti pour le hisser à la hauteur des défis du siècle. Et pour notre congrès, toutes les questions que nous jugeons essentielles pour atteindre cet objectif doivent être mises sur la table.

Quelle est l'ambition des communistes avec ce congrès ? Nous nous fixons l'ambition de notre propre révolution pour ouvrir au XXI^e siècle une voie nouvelle avec vous.

Une voie qui permettra de relever les grands défis de notre siècle : l'égalité et la lutte des classes, rendues incontournables par l'accumulation sans précédent de richesses par une minorité ; l'écologie, à l'heure où le changement climatique enfanté par le mode de production capitaliste menace l'humanité ; la libération du travail du coût du capital et la sécurisation de l'emploi pour en finir avec le chômage, la précarité et la souffrance au travail, qui ne cessent de progresser avec l'utilisation capitaliste de la révolution informationnelle.

La voie que nous voulons construire est opposée à celle du tout État ou celle du tout marché en visant l'appropriation par chacun.e des savoirs et des pouvoirs.

Une voie marquée par un nouveau mode de production basé sur des critères sociaux et écologiques et sur une appropriation sociale des moyens de production. Une voie de développement de services publics.

Une voie qui pense la combinaison des oppressions capitalistes, sexistes et racistes pour les surmonter.

Une voie d'émancipation culturelle qui brise le carcan des identités.

Une voie internationaliste qui s'appuie sur la coopération des individus et des peuples pour un développement partagé et la paix. Une paix pour laquelle nous devons agir plus fortement que jamais. Le PCF Paris appelle en particulier à la mobilisation et à l'union de toutes les forces démocratiques pour stopper l'aggression criminelle en cours de la Turquie dans le canton d'Afrin en Syrie. Soyons nombreux ce samedi à 14 heures à manifester place de la République.

Une voie de solidarité enfin. La fédération va renforcer ses actions de solidarité cette année en organisant le 10 juillet prochain un voyage à la mer pour les familles parisiennes qui ne peuvent s'offrir des vacances.

Ce communisme a de l'avenir si nous le prenons au sérieux. Et il a de nombreux points d'appui dans la société.

Au sein de la jeunesse en particulier, puisque selon le sondage *Viavoice* paru ce jour, pour 32 % des jeunes le communisme est

d'actualité. Et au-delà le fait que 56 % des français pensent que la lutte des classes est d'actualité montre à quel point notre analyse, nos idées peuvent rencontrer un écho favorable.

Des points d'appui dans les luttes aussi comme dans le récent mouvement contre la *loi travail*, qui portait ce beau mot d'ordre « On vaut mieux que ça », jusqu'aux luttes actuelles contre les ordonnances Macron ; dans la mobilisation des salarié.e.s de l'hôpital public et des EHPAD, pour que la qualité de leur travail soit respectée, le droit fondamental à la santé garanti et pour que notre société prenne soin de nos aînés ; dans l'ambition d'égalité portée par le mouvement féministe ; dans la mobilisation d'associations de solidarité et de tant de citoyens individuellement pour un accueil digne des migrants.

Et des points d'appui dans des projets qui affrontent les logiques capitalistes, dans la création de coopératives ou la reprise de l'activité sous cette forme par les salarié.e.s dans de nombreux secteurs ; des projets alternatifs à la marchandisation, à l'ubérisation des activités à l'image de *Coopcycle* ; dans l'action de collectivités comme à Paris pour promouvoir le logement social ou pour une nouvelle maîtrise publique par le retour en régie publique de la gestion de l'eau. Et tant d'autres !

Avec les grandes conquêtes que constituent le droit du travail, la Sécurité sociale et la fonction publique, toutes ces initiatives constituent autant de « morceaux de communisme » à faire grandir ensemble pour de nouvelles victoires sociales.

Je veux ici saluer les élus communistes à la région avec Céline Malaisé et au conseil de Paris, le président du groupe, Nicolas Bonnet Oulaldj, et tous les élus d'arrondissements pour la détermination dont ils font preuve pour faire vivre cette ambition communiste à Paris et gagner de nouvelles victoires avec et pour les parisiens, la dernière en date étant l'obtention de la gratuité du *pass Navigo* pour les plus de 65 ans gagnant moins de 2 200 euros par mois.

Le budget 2018 de la Ville de Paris est très ambitieux.

C'est un budget à contre-courant des politiques d'austérité et des baisses de dotations annoncées qui a été adopté. 1,7 milliard d'euros seront investis en grande partie dans le logement social, priorité de notre mandature mais aussi pour de nouvelles places de crèches, d'accueil de jour éducatif ou encore les mesures de reclassement d'agents.

Ce budget comprend de nouveaux engagements en matière d'investissements pour rénover, restructurer ou encore créer des équipements publics culturels et sportifs structurants, singulièrement dans les quartiers populaires. Je tiens à saluer la mobilisation de

Jacques Baudrier pour l'obtention de ces engagements. Il était important de lancer dès maintenant ces nouveaux programmes pour réduire rapidement les inégalités territoriales en matière d'équipements publics et garantir un héritage des Jeux olympiques et paralympiques pour les parisiennes et parisiens.

En outre, 500 000 euros ont été obtenus pour le centre de santé Richerand. Et une étape décisive a été franchie pour la création du centre des droits des femmes. J'en profite pour saluer l'action d'Hélène Bidard en la matière, totalement mobilisée à l'Hôtel de ville et dans notre parti pour les droits des femmes, puisque vous savez que sous son impulsion un dispositif national contre les violences sexistes et sexuelles est désormais en place au sein du PCF.

Enfin, c'est avec beaucoup d'émotion que nous avons appris en début de semaine que 2018 verra également l'inauguration de la place Henri Malberg, le 23 mars prochain à 11 heures. Avec Catherine Vieu-Charier, Marine et Zoé Malberg, nous serons heureux de partager avec vous ce moment qui marquera la reconnaissance par la ville de Paris du parcours exceptionnel de notre camarade, d'une vie d'engagements pour les parisiens.

Chers amis, chers camarades, ouvrir avec vous une voie nouvelle faite de combats offensifs et d'ambitions révolutionnaires pour la France, gagner ensemble de nouvelles victoires pour les intérêts populaires dans la capitale et à l'échelle du pays, voilà les vœux que formule la fédération de Paris du PCF pour 2018.

Je compte sur vous toutes et tous, parce qu'à chaque fois que de grandes avancées ont été possibles dans l'histoire de notre pays, elles l'ont été grâce à l'engagement et à la détermination de militantes et de militants politiques, syndicaux, associatifs, de citoyennes et de citoyens qui ont acquis la conviction que leur engagement est indispensable au changement.

Pour conclure, en ce début d'année, il y a une phrase de Mandela que j'aimerais partager avec vous et qui résume à elle seule tout ce que je souhaite à nos concitoyens, aux forces de transformations sociales et au PCF quand viendra l'heure de ses choix de congrès : « *Que vos choix reflètent vos espoirs et non vos peurs.* » Oui, cher.e.s ami.e.s, cher.e.s camarades, faisons nôtre cette belle maxime. Faisons que nos choix, en cette année 2018, reflètent tous nos espoirs.

Bonne année à toutes et tous.